



POLICING WORKING PAPER SERIES NO 49

**UN INDICE D'INSÉCURITÉ PLURIDIMENSIONNEL AU SERVICE
DE LA POLICE DE PROXIMITÉ**

Dominique Wisler

www.coginta.org

Un indice d'insécurité pluridimensionnel au service de la police de proximité

Dominique Wisler

Policing Working Paper Series

www.coginta.org

Résumé

Avec l'introduction de la police de proximité, la notion d'insécurité s'est complexifiée. Aux traditionnels taux de criminalité sont venus s'adjoindre de nouvelles dimensions comme le sentiment d'insécurité, les niveaux d'incivilité ou encore la perception du risque d'être cambriolé. Si, mis bout à bout, ces différents indicateurs - mesurés le plus souvent par des sondages représentatifs - cernent mieux le phénomène de l'insécurité locale dans sa totalité, leur multiplication complique l'évaluation des taux d'insécurité faute de posséder une mesure synthétique, globale, qui résume cette complexité. Les avancées dans la construction d'indices pluridimensionnels permettent d'imaginer une solution à ce problème. S'inspirant des études sur la pauvreté, ce papier montre comment on peut construire un indice mesurant l'insécurité locale tout en tenant compte de la multiplicité de ses facettes. Il formule quelques indicateurs synthétiques mesurant l'incidence de l'insécurité, la sévérité de celle-ci, l'extrême insécurité et la « sensibilité » de quartiers. Ces indicateurs - et l'usage qu'on peut en faire pour définir des stratégies locales de police de proximité - sont illustrés à partir d'exemples de villes guinéennes et congolaises.

Coginta

Maison Internationale de l'Environnement (MIE 2)

7 chemin de Balexert, Châtelaine

CH-1219 Genève

Suisse

Tel. 022.796.01.05

Email: wisler@coginta.org

www.coginta.org

UN INDICE D'INSECURITE PLURIDIMENSIONNEL AU SERVICE DE LA POLICE DE PROXIMITE

Dominique Wisler

Mesurer l'insécurité dans la perspective des résidents d'un quartier

L'aspect le plus significatif du paradigme de police de proximité est d'avoir replacé l'expérience de sécurité des résidents des quartiers au cœur de l'agenda policier dans son action locale. L'insécurité, pour la doctrine, ne se mesure plus simplement à travers les chiffres de la statistique policière ; d'autres éléments interviennent car, une fois le repositionnement effectué, celle-ci se révèle multiforme, complexe et, aussi, subjective. Le sentiment d'insécurité dans la rue à la nuit tombée, les incivilités dans le quartier, la peur d'être cambriolé ou encore la confiance que l'on place dans la police émergent comme autant de facettes de l'insécurité et méritent, tout autant que les taux de criminalité, une réponse appropriée, toujours locale, des services de police de proximité.

Ce changement de perspective a entraîné la nécessité de mesurer autrement l'insécurité que, simplement, par les traditionnels taux de criminalité. C'est la tâche qui fut impartie, dès les années 1980, aux sondages dits de victimisation. Le sentiment d'insécurité, typiquement, est mesuré par une question standardisée dans les sondages sur le sentiment d'insécurité des personnes se promenant seules dans la rue après 22 heures. L'expérience de délits, la peur d'être cambriolé ou encore l'image de la police sont également des questions généralement standardisées qui permettent des comparaisons internationales ou de surveiller l'évolution de tel ou tel indicateur dans le temps dans une unité territoriale donnée. Ces mesures, relevées par des « diagnostics de sécurité », font partie désormais des instruments de navigation usuels des polices urbaines et figurent dans le catalogue de bonnes pratiques de gouvernance de la police de proximité. A l'usage, cependant, il s'avère relativement difficile de faire émerger de la multitude des indicateurs une direction ou un sens. Dans tel ou tel cas, on enregistre une progression de certains indicateurs tandis que les autres baissent. Si, mis bout à bout, ces

indicateurs sont censés mesurer l'insécurité, il manque une mesure synthétique qui résume l'information fournie par l'ensemble des indicateurs et qui permette, de manière globale, d'évaluer l'évolution de l'insécurité locale ou encore de comparer les niveaux d'insécurité entre différents quartiers, communes, villes ou toutes autres entités territoriales que l'on souhaite analyser. Par nature, les indices sont de telles mesures. Elles sont destinées à résumer une complexité et les récentes avancées dans la conceptualisation d'indices pluridimensionnels permettent de traiter relativement aisément des phénomènes complexes comme l'insécurité.

L'ambition du papier n'est pas théorique et je ne vais pas tenter de faire le tour de la question des dimensions qui devraient ou non constituer la notion d'insécurité locale telle qu'imaginée par la police de proximité. Je me contenterai d'une identification minimale, plausible, de ces dimensions qui doit me permettre d'en venir à mon sujet : présenter une méthode pratique de construction d'un indice d'insécurité à partir de données qui souvent disponibles dans les sondages de victimisation et le faire dans l'esprit de la philosophie de la police de proximité. Après avoir exposé la méthode, je présenterai quelques indicateurs tels que l'incidence de l'insécurité, sa sévérité, l'incidence de l'insécurité ajustée par la sévérité ou encore la sensibilité d'un quartier. Ces indicateurs - et leur utilité pour la formulation de stratégies de lutte contre l'insécurité locale - seront illustrés à travers des exemples de villes africaines pour lesquelles je dispose de données récentes et parfaitement adaptées à l'indice que je propose de construire.

Un indice pluridimensionnel de l'insécurité

Pour mesurer l'insécurité locale, je pars donc de la perspective individuelle des résidents des quartiers et construis un indice à 5 dimensions. L'expérience individuelle de victimisation dans le quartier constitue la 1^{ère} dimension de l'insécurité et sans doute la plus traditionnelle pour mesurer l'insécurité. Outre la criminalité, la prévalence dans le quartier d'incivilités majeures participe à l'insécurité telle qu'elle est ressentie par les résidents. Le terme « majeur » dénote le fait que les résidents considèrent ces incivilités comme les dérangent beaucoup et que les sondages utilisés dans ce papier mesurent sur une échelle étalonnée de 1 à 10. Les études des appels du numéro d'urgence de la police montrent que les résidents font fréquemment appel à la police pour résoudre ce type de problèmes. En d'autres termes, ils les perçoivent comme des problèmes de sécurité et de police. Le constat d'incivilités dans le quartier constitue donc la 2^{ème} dimension de l'indice d'insécurité. Le sentiment d'insécurité constitue sa 3^{ème} dimension. Il peut

être mesuré de différentes manières comme on le verra plus loin. La 4^{ème} dimension de l'insécurité s'inspire des mesures pluridimensionnelles de la pauvreté. L'accès à l'eau, à la santé ou à l'éducation sont des indicateurs de la pauvreté souvent utilisés. Par analogie, l'accès aux services de sécurité – leur proximité, la présence dans le quartier de patrouilles de police ou encore la perception de la capacité de la police à intervenir rapidement pour une urgence – est la 4^{ème} dimension de l'insécurité dans l'indice proposé. Finalement, la 5^{ème} dimension est la confiance manifestée dans la police comme prestataire de sécurité.

L'insécurité, telle que cernée par ces 5 dimensions, ne tient pas compte de l'impact sur la sécurité d'autres prestataires de sécurité que la police. C'est un parti pris dans ce papier et, pour une mesure plus globale de l'insécurité, d'autres prestataires de sécurité pourraient être inclus dans la définition de l'indice. En Afrique, notamment, des groupes d'autodéfense assurent une bonne partie de la sécurité dans certaines villes et pourraient être inclus dans l'analyse. En fournissant des prestations, ces groupes ou institutions contribuent à la sécurité des résidents.

Pour construire l'indice de sécurité de proximité, j'utilise la méthode Alkire-Foster (AF)¹ qui, à l'origine, a été développée pour mesurer la pauvreté. La méthode étant générique, elle peut s'appliquer à tout objet complexe et pluridimensionnel. La méthode comprend plusieurs étapes. Après avoir identifié au préalable les dimensions de l'insécurité et ses indicateurs, elle nécessite de fixer et d'appliquer des « seuils » par indicateur dans toutes les dimensions de l'indice pour chaque individu. Ensuite, il s'agit de fixer et d'appliquer un second « seuil » à l'ensemble des indicateurs. Seuls les individus qui remplissent ces deux conditions, ou franchissent les deux seuils, constituent le groupe qui sert à mesurer l'insécurité.

Les données d'enquêtes

Les données utilisées pour illustrer la construction et l'application de l'indice ont été récoltées au printemps 2016 par l'ONG Coginta en collaboration avec les universités de Sonfonia (République de Guinée) et de Lubumbashi (République démocratique du Congo). Elles proviennent de sondages représentatifs dans les communes urbaines d'Annexe, Kampemba et Rwashi (Lubumbashi, RDC)², de Muya et Bipemba (Mbuji-Mayi, RDC) et de Coyah et Dubréka

¹ Cf. <http://www.ophi.org.uk/research/multidimensional-poverty/how-to-apply-alkire-foster/>

² Diagnostic local de sécurité 2016. Lubumbashi et Mbuji-Mayi. Rapport intermédiaire, Coginta, Genève (<http://www.securitymap.org/fr/rapports-2.html>).

(République de Guinée)³. Dans chaque commune, un minimum de 1'200 entretiens face à face ont été réalisés à partir d'échantillons représentatifs de ménages distribués proportionnellement au nombre de ménages dans tous les quartiers des communes urbaines. En Guinée, la base de l'échantillonnage était le recensement de la population de 2014 et l'échantillon a été confectionné en collaboration avec l'Institut national de la statistique dans l'intégralité des zones de dénombrement des deux communes urbaines étudiées. En RDC, en l'absence de données fiables de recensement, les échantillons ont été réalisés à partir de cartes satellitaires permettant de compter les parcelles et mesurer leur taille dans les quartiers des communes urbaines étudiées. La distribution spatiale des échantillons était importante pour permettre des analyses territoriales au sein des communes. Les enquêteurs ont été formés par Coginta au questionnaire et à l'utilisation de smartphones pour la collecte de données. Les coordonnées GPS des entretiens ont été enregistrées par les enquêteurs sur leur smartphone et les données synchronisées quotidiennement par le gestionnaire local de l'enquête afin de contrôler la mise en œuvre du plan d'échantillonnage. En Guinée, les ménages identifiés par l'Institut national de la statistique étaient repérés par les chefs de quartier qui ont ainsi orienté les enquêteurs. En RDC, les coordonnées GPS des ménages à interviewer ont été enregistrées préalablement dans des cartes disponibles « offline » sur le smartphone des enquêteurs et ces derniers ont appris à se diriger vers ces points pour réaliser les entretiens. L'équipe de projet a dû au préalable cartographier les limites administratives des quartiers de Lubumbashi (déjà largement cartographiés par Médecins sans frontière) et de Mbujimayi (non cartographié) pour permettre à la fois la création des échantillons et le repérage des enquêteurs dans le dédale des rues et chemins des deux villes.

Les indicateurs

Pour mesurer les 5 dimensions de l'indice, j'utilise 20 indicateurs tirés des sondages dans les 7 communes urbaines. Ces indicateurs sont présentés dans le tableau ci-dessous. Je pars du postulat que chacune des 5 dimensions contribue à la notion d'insécurité dans les mêmes proportions, soit 20% chacune. Au sein de chaque dimension, toujours par esprit de simplification, je considère également que chaque indicateur contribue de la même manière ou autant à la dimension qu'il mesure. Les seuls coefficients de pondération que j'utilise visent à

³ Diagnostic local de sécurité 2016. Coyah et Dubréka, Coginta, Genève (<http://www.securitymap.org/fr/rapports-5.html>).

corriger le nombre d'indicateurs sélectionné pour chaque dimension. Le nombre d'indicateurs est standardisé sur une base 4. Ainsi, par exemple, les 3 indicateurs de criminalité sont multipliés par un coefficient de 1.33 alors que les 6 indicateurs de la dimension du sentiment d'insécurité sont multipliés par un coefficient de 0.66. Finalement, pour pallier le problème des données manquantes, la moyenne obtenue par chaque indicateur dans la ville étudiée remplace les données manquantes pour permettre d'inclure tous les individus dans l'analyse.

Tableau 1 : Les indicateurs par dimension de l'indice pluridimensionnel d'insécurité

Dimensions et indicateurs	Seuil
<i>Victimisation dans la commune</i>	
1. Cambriolage	Au moins 1 cambriolage sur 3 ans
2. Agressions	Au moins 1 agression sur 3 ans
3. Agression sexuelle	Au moins 1 agression sexuelle sur 3 ans
<i>Expérience avec les incivilités dans le quartier</i>	
4. Présence de bandes de jeunes agressives	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
5. Présence de la drogue	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
6. Occurrence de bagarres	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
7. Présence de problèmes d'insalubrité	Assez souvent ou très souvent dans le quartier
<i>Sentiment d'insécurité dans le quartier</i>	
8. Sentiment d'insécurité de jour	Assez ou très insécurisé
9. Sentiment d'insécurité de nuit	Assez ou très insécurisé
10. Niveau de sécurité dans le quartier	4 comme seuil (sur échelle de 1 à 10)
11. Evolution de l'insécurité	Dégradation
12. La sécurité comme problème principal	Oui
13. Probabilité d'être victime d'un crime dans les 12 mois	Assez probable ou très probable
<i>Accès à la sécurité publique dans le quartier</i>	
14. La police est visible	Peu ou pas du tout
15. En cas d'urgence, la police intervient dans des délais courts sur appel	Peu ou pas du tout
16. La police est proche de la population	Peu ou pas du tout
<i>Confiance dans la police dans le quartier</i>	
17. La police est équitable	Peu ou pas du tout
18. Image de la lutte contre la criminalité	Plutôt ou très mauvais

19. Evolution de la qualité du travail de la police	Détérioration
20. La police est la mieux à même d'assurer la sécurité dans le quartier	Non

La première étape de la méthode consiste donc à fixer des seuils d'insécurité par indicateur. Ces seuils déterminent si un individu, pour un indicateur donné, peut être considéré comme sécurisé ou non. La manière dont ces seuils ont été fixés concrètement est présentée dans la deuxième colonne du tableau 1. En pratique, et pour chaque indicateur, la valeur « 1 » est attribuée aux individus qui franchissent le seuil. Les autres obtiennent la valeur « 0 ». Si l'on prend par exemple l'indicateur du sentiment d'insécurité de jour, les résidents qui ne se sentent « pas très » ou « pas du tout » en sécurité franchissent le seuil fixé pour cet indicateur et se voient attribués individuellement la valeur « 1 ». Cette opération de recodage des données est répétée pour chacun des 20 indicateurs et appliquée à l'ensemble des individus. Ces deux valeurs sont attribuées à tous les individus pour toutes les variables composant l'indice. Un individu peut ainsi comptabiliser jusqu'à 20 points.

Dans un second temps, un deuxième seuil est établi pour l'ensemble des indicateurs. C'est le seuil d'insécurité pluridimensionnel. Les individus qui franchissent ce nouveau seuil sont versés au groupe qui permettra de mesurer l'insécurité. Dans l'indice préconisé ici, ce second seuil est fixé à 60%. Autrement dit, si dans 60% des indicateurs de l'indice, un individu franchit le premier seuil d'insécurité, alors il est versé dans le groupe des insécurisés. Un individu qui obtient ainsi 12 points est versé dans la catégorie des insécurisés.

Pour tous les autres individus, la valeur « 0 » est attribuée aux indicateurs de toutes les dimensions composant l'indice. Cette étape - appelée la phase de « censure » des données dans la méthode - est importante car elle c'est la base de données censurée qui servira désormais de base pour le calcul de différents indicateurs comme la sévérité de l'insécurité par exemple.

L'incidence de l'insécurité et sa sévérité

Un premier indicateur dérivé de la méthode est le taux moyen d'incidence de l'insécurité H_0 . Ce taux correspond à la proportion des individus ayant franchi les deux seuils préconisés par la méthode dans une unité territoriale donnée. Dans le tableau 2 ci-dessous, H_0 est mesuré dans les 4 villes guinéennes et congolaises retenues pour illustrer la technique.

Comparativement, le taux d'incidence de l'insécurité s'avère assez modeste en Guinée. Il est de 14% à Coyah et de 12.7% à Dubréka. Selon cet indice, les villes congolaises étudiées sont nettement moins sûres. Le taux d'incidence y est pratiquement deux fois plus élevé qu'en Guinée. 22.8% des résidents sont du mauvais côté de la barrière à Lubumbashi et 24.5% à Mbuji-Mayi.

Le second indicateur ajuste le taux d'incidence par la sévérité de l'insécurité. La sévérité sécuritaire (S) dans les villes est obtenue en calculant la moyenne du ratio de points obtenus par le groupe de résidents ayant franchi le seuil d'insécurité. Appliquée aux cas d'étude, cette opération permet d'observer que la sévérité des problèmes de sécurité est sensiblement moins élevée dans les villes guinéennes (0.67) que dans les villes congolaises (0.69). Ainsi, non seulement les villes congolaises connaissent des taux élevés d'incidence de l'insécurité qu'en Guinée mais la sévérité des problèmes d'insécurité y est également plus importante. En multipliant le taux H_0 par la sévérité (S), on obtient ainsi un taux ajusté d'insécurité H_1 qui mesure de manière un peu plus fine que le taux d'incidence brut la réalité de l'insécurité des villes étudiées.

Tableau 2 : Les indicateurs pluridimensionnels de l'insécurité dans les villes guinéennes et congolaises

Indicateurs	Coyah	Dubréka	Lubumbashi	Mbuji-Mayi
H_0 (incidence de l'insécurité)	14.0	12.7	22.8	24.5
S (sévérité de l'insécurité)	0.67	0.67	0.69	0.69
H_1 ($H_0 * S$, incidence de l'insécurité ajustée)	9.4	8.5	15.8	16.97
H_2 (incidence de l'extrême insécurité)	1.83	1.16	4.51	4.81

D'autres indicateurs utiles peuvent être construits à partir de la méthode. A l'instar des politiques de lutte contre la pauvreté que ciblent l'extrême pauvreté, la police de proximité peut vouloir réduire l'extrême insécurité en priorité. Un indicateur d'extrême insécurité peut être construit de différentes manières. Une première approche est de conserver le « second » seuil inchangé mais de modifier uniquement le « premier » seuil qui serait ainsi relevé pour n'inclure que les « très insécurisés ». Alternativement, seul le second seuil est relevé. On peut imaginer également de combiner les deux approches. En suivant la seconde, le tableau 2 présente les résultats de l'analyse appliquée aux villes guinéennes et congolaises. H_2 mesure le taux d'extrême insécurité lorsque le second seuil est fixé à 75% des indicateurs pondérés de l'indice. Selon ce calcul, 4.51%

des résidents de Lubumbashi et 4.81% des résidents de Mbuji-Mayi sont en situation d'extrême insécurité. A l'échelle des communes urbaines étudiées, cette insécurité extrême s'avère la plus élevée à Kampemba dans la ville de Lubumbashi. L'extrême insécurité affecte 7.19% des résidents. Dans certains quartiers de la commune de Kampemba, qu'on appellera plus loin les quartiers sensibles, ce taux dépasse allègrement les 20%.

Les dimensions contribuant le plus à l'écart de sécurité

La méthode AF de construction d'indice offre la possibilité d'identifier les dimensions qui pèsent le plus sur l'incidence de l'insécurité et, partant, de prioriser des stratégies de police de proximité. Pour évaluer le poids réel de chaque dimension dans l'indice H_0 , on calcule la proportion des moyennes obtenues par chaque dimension pour le groupe des insécurisés dans l'unité territoriale analysée. Appliqué aux villes guinéennes et congolaises, ce calcul donne les résultats présentés dans le tableau 3. L'accès aux services, la confiance dans la police et la problématique des incivilités contribuent comparativement plus que la victimisation et le sentiment d'insécurité aux taux d'incidence d'insécurité moyens des villes dans les deux pays. Ce poids varie cependant sensiblement en fonction des territoires.

En Guinée, l'accès aux services de police est la dimension principale expliquant l'incidence de l'insécurité (cf. tableau 3). Elle contribue à raison de 28.6% à ce taux. En RDC, cette dimension contribue également fortement à l'insécurité (24.8%). Le manque de confiance dans la police est également un contributeur majeur de l'incidence de l'insécurité dans les deux pays. En Guinée, 25.1% et en RDC 24.8% des taux d'incidence de l'insécurité lui sont attribuables. L'incivilité a également tendance à contribuer plus fortement à l'insécurité dans les deux pays. L'expérience individuelle d'une victimisation, selon cette analyse, joue un rôle plutôt marginal dans l'explication de l'insécurité pluridimensionnelle. Ces résultats semblent donner raison aux autorités de RDC et de Guinée qui, toutes deux, insistent sur l'amélioration de la confiance et de l'accès aux services de police dans leur programme de réforme de la police. Ces dimensions pèsent en effet plus que les autres dans l'incidence de l'insécurité dans les villes étudiées des deux pays. Améliorer l'accès aux services de police et restaurer la confiance de la population dans leur police sont effectivement susceptibles d'avoir plus d'impact sur les taux d'incidence de l'insécurité que, par exemple, une stratégie de réduction de la criminalité en soi.

Tableau 3 : Le poids des dimensions dans l'incidence de l'insécurité en Guinée et en RDC

	Guinée	RDC
	%	%
Criminalité	6.8	9.2
Incivilité	21.4	21.6
Sentiment d'insécurité	18.4	19.7
Accès aux services de police	28.3	24.8
Confiance dans la police	25.1	24.8
Total	100%	100%

Territoires prioritaires, quartiers sensibles et le 3^{ème} seuil de l'insécurité

Les taux d'incidence bruts et ajustés sont particulièrement utiles pour comparer des villes entre elles ou, de manière plus fine encore, de quartiers dans ces villes. La police de proximité s'intéresse aux quartiers dits sensibles qui se définissent comme des zones de concentration de l'insécurité pour en faire des zones d'intervention prioritaires. Avec la méthode suggérée ici, la notion de quartier sensible peut s'opérationnaliser de plusieurs manières. Une option est de mesurer la sensibilité d'un quartier à partir de l'indicateur H_2 d'extrême insécurité et de fixer un taux ou un seuil élevé pour les quartiers sensibles. Là où le taux d'extrême insécurité est élevé et franchit le seuil, le quartier est dit sensible. Une autre manière de le faire est de fixer un troisième seuil à partir du taux d'incidence de l'insécurité. La première méthode privilégie l'intensité de l'insécurité ; la seconde son étendue ou, dit autrement, la proportion de résidents touchés par l'insécurité. Voyons cela de plus près en illustrant le propos à partir d'une analyse de la commune de Kampemba à Lubumbashi.

Kampemba est la commune la plus problématique de Lubumbashi. Le taux d'incidence H_0 s'y élève à 25.8% alors qu'il plafonne à 22.4% et 19.9% à Annexe et Rwashi respectivement. La sévérité (S) de l'insécurité étant également plus élevée à Kampemba que dans les autres communes de la ville, le taux d'incidence ajusté (H_1) amplifie sensiblement les écarts entre les communes. H_1 s'élève à 18.3 à Kampemba ; il atteint 15.2 à Annexe et 13.6 à Rwashi.

Bien que la marge d'erreur devienne importante à cette échelle, les échantillons à Lubumbashi ont été créés pour permettre des comparaisons de tendances entre les quartiers. Sur les 9 quartiers de Kampemba, deux connaissent tendanciellement des taux d'incidence très supérieurs

à la moyenne communale de 25.47. Le taux d'incidence de l'insécurité H_0 bondit pour atteindre 50.74% des résidents à Bogonga et 45.67% à Kigoma. Comme les taux de sévérité de l'insécurité y sont également plus élevés qu'ailleurs, les taux d'incidence ajustés de ces deux quartiers s'avèrent comparativement encore plus spectaculaires (cf. tableau 4).

Pour rendre compte de ces taux anormalement élevés, on peut décider de qualifier ces quartiers de « sensibles » et fixer un seuil correspondant à un pourcentage de résidents insécurisés minimum pour cela. La méthodologie permet en effet d'imaginer de fixer un troisième seuil correspondant à cette notion de quartier sensible. Un quartier sensible sera alors défini comme ayant un taux d'incidence supérieur à une valeur fixée par convention. Si l'on fixe cette barre à 40%, seuls les deux quartiers de Bogonga et de Kigoma se qualifient comme tels dans la commune de Kampemba. A Lubumbashi, dans les trois communes étudiées de la ville, quatre quartiers s'avèrent sensibles si l'on applique cette formule. Outre Bogonga et Kigoma, le quartier de Kasungami dans la commune d'Annexe et celui de Congo dans la commune de Rwashi franchissent également la barre de 40% d'insécurisés selon l'indicateur H_0 .

Cette mesure de la sensibilité des quartiers donne des résultats assez similaires à H_2 qui mesure cette fois le taux d'incidence de l'extrême insécurité ou, en d'autres termes, la proportion de résidents affectés par l'extrême insécurité. Quelle que soit la méthode préférée (étendue de l'insécurité ou proportion de résidents affectés par l'extrême insécurité), les deux quartiers de Bogonga et de Kigoma connaissent des valeurs exceptionnellement élevées pour ces deux indicateurs qui les qualifient tous deux comme quartiers sensibles.

Identifier les quartiers sensibles permet de définir des stratégies productives de lutte contre l'insécurité. Dans la commune de Kampemba, les deux quartiers sensibles de Kigoma et de Bogonga sont responsables de 49.1% du taux d'incidence de l'insécurité (H_0) de la commune. La sévérité de l'insécurité y étant également plus élevée qu'ailleurs, la contribution de ces deux quartiers à l'insécurité globale ajustée (H_1) de Kampemba s'élève même à 51.5%. Une analyse de ce type offre la possibilité de mesurer l'impact théorique d'une politique de lutte contre l'insécurité locale qui se focaliserait sur les quartiers sensibles. Un plan local de sécurité de proximité qui se focaliserait sur ces deux quartiers et parviendrait à réduire de moitié leur taux ajusté (H_1) serait théoriquement capable de réduire le taux d'incidence de l'insécurité dans la commune de 23%. Toutes autres choses étant égales, le résultat de cette politique serait

spectaculaire puisque Kampemba deviendrait globalement la plus calme des trois communes étudiées. Le taux d'incidence de l'insécurité se stabiliserait à 18.5% alors que, aujourd'hui, Rwashu – la commune la plus calme – connaît un taux de 20.2%. Des mesures pourraient être prises pour faire diminuer également la sévérité de l'insécurité et améliorer encore un peu plus la sécurité dans la commune. Si l'on ajoute que les analyses précédentes ont identifié les dimensions qui contribuent le plus aux taux d'incidence de l'insécurité en RDC, les responsables de la sécurité de Kampemba disposent d'éléments utiles pour élaborer une stratégie performante de lutte contre l'insécurité dans leur commune. Une formule particulièrement productive combinerait un meilleur accès aux services de police, l'amélioration de la confiance et des interventions ciblant en priorité les deux quartiers sensibles de la commune. Avec ces trois orientations stratégiques, les autorités pourraient s'attendre à un impact maximum sur l'incidence de l'insécurité dans leur commune.

Tableau 4 : Le taux d'incidence et la sévérité de l'insécurité dans les quartiers de la commune de Kampemba

	Hewa Bora	Kampemba	Bel Air 1	Kigoma	Kabetsha	Bel Air 2	Bogonga	Kafubu
H₀	5.74	14.63	9.24	45.67	11.11	29.70	50.74	29.18
S	0.65	0.65	0.65	0.73	0.70	0.71	0.76	0.67
H₁	3.73	9.51	6.01	33.34	7.78	21.09	38.56	19.55
H₂	0	0.61	0	16.54	2.47	6.93	29.41	3.0

L'insécurité : un phénomène lié aux quartiers informels de Lubumbashi

Des stratégies plus ciblées de lutte contre l'insécurité locale peuvent chercher à établir le profil des insécurisés à travers des régressions et de cibler les interventions sur les groupes les plus vulnérables ainsi identifiés. A titre d'exemple, je m'intéresse dans cette section au lien entre l'urbanisme (le type d'habitat) et l'insécurité à Lubumbashi. Les quartiers ont été regroupés dans trois catégories de quartiers à partir d'informations qualitatives sur le type d'habitat : les quartiers résidentiels (classe moyenne à aisée, habitat dominé par des villas spacieuses), les quartiers populaires (les anciens quartiers ouvriers de la ville noire de Lubumbashi, dominés par une classe ouvrière et moyenne et un habitat fait de maisons contiguës densément urbanisé) et les quartiers informels (immigration récente, pauvres, non lotis, infrascolarisation importante, dominés par un habitat informel auto-construit). Le calcul des taux d'incidence de

l'insécurité pour les types de quartier révèle que l'incidence est pratiquement deux fois plus élevée dans les quartiers informels que dans les zones résidentielles et populaires (cf. tableau 5). Pour tous les indicateurs sans exception, les valeurs obtenues par les quartiers informels de Lubumbashi sont plus élevées. Ces quartiers informels sont bâtis principalement sur des territoires qui, à l'origine de la cité, étaient des *no man's land* séparant entre la ville blanche coloniale originale et la cité noire indigène et furent, dans la deuxième moitié du siècle passé, occupés anarchiquement, sans lotissement préalable, par les nouveaux immigrants ; ils se concentrent également dans la commune périphérique d'Annexe qui forme la grande ceinture de Lubumbashi et qui absorbe l'immigration récente, connaît une démographie galopante sans que les services de police ne s'y soient encore véritablement déployés. Tous les quartiers sensibles identifiés par les analyses précédentes s'avèrent appartenir à la catégorie des quartiers informels.

Tableau 5 : Les indicateurs de l'insécurité selon le type d'habitat à Lubumbashi

Indicateurs	Résidentiel	Populaire	Informel
H ₀ (incidence)	15.2	17.5	30.0
S (sévérité)	0.68	0.68	0.70
H ₁ (incidence ajustée)	10.3	11.9	21.0
H ₂ (incidence de l'extrême insécurité)	1.9	2.0	7.3

Conclusion

La méthode AF ouvre de nouvelles avenues pour mesurer l'insécurité locale, de proximité, de manière simple, standardisée, tout en tenant compte de la complexité du phénomène. Elle offre des possibilités de comparer des unités territoriales entre elles. Elle permet aussi de rationaliser les stratégies de lutte contre l'insécurité à partir d'une unité de mesure qui reflète mieux le vécu d'insécurité des résidents que les statistiques policières. Elle offre à la police de proximité un nouvel outil pour mesurer sa performance. Le papier reste exploratoire, préliminaire, sachant qu'il couvre d'un seul trait plusieurs étapes qui méritent, chacune, un débat. Quels sont les ingrédients ou dimensions qui doivent être inclus dans la définition de l'indice ? Comment les mesurer exactement ? Comment pondérer ces différents ingrédients dans l'indice ? L'objectif du papier n'était pas de répondre à ces questions si ce n'est de manière minimale pour permettre d'aborder la question méthodologique de construction d'un indice simple qui reflète tout à la fois

la complexité de l'insécurité et la perspective de la police de proximité. Une fois l'indice accepté, consensuel, celui-ci peut faciliter la mise en place de stratégies de police de proximité comme on a pu l'illustrer à partir d'exemples de villes africaines. Des taux d'insécurité peuvent être mesurés, des territoires problématiques identifiés, des populations vulnérables repérées ou encore les dimensions principales de l'insécurité ou le lien avec d'autres facteurs tels que l'urbanisme peuvent émerger de l'analyse et faciliter la mise en place de stratégies performantes de réduction de l'insécurité locale. La disponibilité croissante de données quantitatives combinée avec les efforts de standardisation des sondages de victimisation entrepris depuis plusieurs décennies autorise d'imaginer assez rapidement la formulation d'un indice global permettant des comparaisons internationales et de mesurer les progrès réalisés dans la poursuite de l'objectif de villes plus sûres du Millenium.

Les Working Papers de Coginta présentent des recherches effectuées par nos experts avec une vocation essentiellement pratique.

© Coginta

COGINTA est une organisation non gouvernementale indépendante et apolitique basée à Genève, Suisse, et spécialisée dans les réformes policières, la gouvernance du secteur de la sécurité, la sécurité communautaire et la lutte contre la criminalité.

COGINTA a développé un savoir-faire en matière de conseil, de formation, de programmation et de gestion de projets notamment dans les pays en situation de fragilité ou en sortie de crise. Nous apportons une expertise pointue et concevons des outils pratiques pour améliorer l'efficacité des organisations policières dans la lutte contre le crime et la violence, et dans la promotion de l'état de droit, la paix, le développement et la cohésion sociale.

Les questions de bonne gouvernance, de promotion des droits humains, de pérennité et d'appropriation sont au cœur de nos préoccupations. Un réseau international unique d'experts nous permet de répondre aux besoins de nos partenaires sur le terrain. Nous disposons d'un pool d'experts de haut niveau qui nous permet un déploiement rapide et ciblé.

Nous œuvrons pour le compte de gouvernements, d'organisations policières, d'institutions internationales et d'agences bilatérales de développement et de coopération.

Visitez nos sites web : www.coginta.org et www.securitymap.org